

ROYAUME DE BELGIQUE.KONINKRIJK BELGIE.AVIS DU CONSEIL D'ETAT.ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section
législation, première chambre,
a été saisi par le Ministre de l'Inté-
rieur et de la Fonction publique,
le 10 janvier 1964, d'une demande
d'avis sur un projet d'arrêté
relatif "portant statut pécuniaire
du personnel des Ministères",
donné le 17 février 1964 l'avis
suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling
wetgeving, eerste kamer, de 10e
januari 1964 door de Minister van
Binnenlandse Zaken en van het Open-
baar Ambt verzocht hem van advies
te dienen over een ontwerp van
koninklijk besluit "houdende bezol-
digingsregeling van het personeel
der Ministeries", heeft de 17e
februari 1964 het volgend advies
gegeven :

Le projet reprend la plupart des dispositions de l'arrêté royal du 22 février 1963 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères, en y apportant des modifications de terminologie dues aux nouvelles dispositions du statut administratif des agents de l'Etat; il contient, de plus, quelques nouvelles dispositions.

+

+ +

OBSERVATIONS GENERALES DE FORME.

I.

Le projet adopte la structure de l'arrêté royal du 22 février 1963. Dans son avis concernant le projet qui devint l'arrêté royal du 22 février 1963, le Conseil d'Etat avait suggéré une structure plus conforme aux règles habituellement suivies en matière de rédaction des textes; il avait également suggéré de modifier la place réservée à tel ou tel article.

Les suggestions faites lors de l'examen de ce projet valent pour le projet actuel; le Conseil d'Etat renvoie à cet égard à l'avis qu'il avait rendu le 3 octobre 1962 (L. 8103).

II.

Divers articles du projet prévoient l'intervention du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions (articles 4, 19, 24, 25, 41, 44 et 48).

.../...

Le Conseil d'Etat renvoie à l'observation qu'il a faite au sujet de la notion "administration générale" dans son avis relatif au projet modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 (L. 8594).

III.

Dans les articles 15, 16, 17, 18, 19, 21, 40 et 41, le projet emploie le verbe "prester". Il y aurait lieu de remplacer ce mot, qui est un néologisme, par le verbe "accomplir" (cfr. texte proposé pour l'article 67 du statut dans l'avis L. 8594).

IV.

Le projet emploie dans de nombreux articles l'expression "échelle du grade" ou "échelle de chaque grade".

Dans son avis relatif au projet qui devint l'arrêté royal du 22 février 1963, le Conseil d'Etat a suggéré de remplacer cette formule par une expression moins elliptique : "échelle de traitements de chaque grade" ou "échelle de traitements attachée à tel grade".

La même suggestion doit être faite concernant tous les articles du projet qui contiennent la formule critiquée.

+

+ +

.../...

Article 5.

L'article 5 du projet n'a aucune portée réglementaire; il ne fait qu'annoncer la forme que le Roi compte donner aux arrêtés prévus à l'article 4. Il y a lieu de l'omettre. Si son but était de fixer le champ d'application du projet, il devrait être rédigé d'une autre manière et figurer en tête du projet.

+

+ +

Article 6.

Dans son avis concernant le projet d'arrêté royal relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat, le Conseil d'Etat a suggéré d'apporter certaines modifications à la formule de numérotage des divers rangs (L. 8603)..

Si le Gouvernement adoptait la formule suggérée, il y aurait lieu de revoir l'article 6 du projet ainsi que les tableaux annexés au projet.

+

+ +

Article 9.

Le verbe "refixer" dont il est fait usage dans cet article ne figure dans aucun dictionnaire; il y aurait lieu de le remplacer par le verbe "fixer".

.../...

Article 16.

L'article 16, 1^o, serait mieux rédigé de la manière suivante :

"1^o l'agent est réputé accomplir des services effectifs tant qu'il se trouve dans une position administrative qui, en vertu de son statut, lui conserve un traitement d'activité ou, à défaut de celui-ci, ses titres à l'avancement de traitement".

Une telle rédaction est conforme au texte proposé par le Conseil d'Etat pour l'article 67, § 1er, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par un projet au sujet duquel le Conseil d'Etat vient de donner son avis (L.8594).

+ +

Suite à l'observation faite par le Conseil d'Etat dans son avis (L. 8656) relatif à l'article 5 du projet d'arrêté royal fixant la position administrative de certains agents des administrations de l'Etat pendant qu'ils accomplissent des prestations militaires en temps de paix, il y aurait lieu de compléter l'article 16, 4^o, du projet par la disposition suivante :

"f) les bénéficiaires du présent arrêté pendant qu'ils effectuent leur terme de milice".

+

+ +

.../...

Article 17.

Les mots "en raison de l'enchaînement statutaire des qualités successives de l'agent", par lesquels l'article 17 se termine, sont surabondants et devraient être omis.

+

+ +

Article 19.

L'article 19 du projet dispose :

"Article 19.-

Les services admissibles se comptent par mois du calendrier; ceux qui ne couvrent pas tout le mois sont négligés.

Toutefois, la durée des services admissibles que l'agent a prestés à titre intérimaire dans l'enseignement est fixée par le Ministre dont il dépend, avec l'accord du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions".

Pour rendre le texte plus clair, il y aurait lieu de compléter l'alinéa 2 par les mots "sans qu'il doive être tenu compte de l'alinéa 1er".

+

+ +

Article 26.

L'article 26, alinéa 2, du projet dispose :

"Le grade de base de l'agent est le premier grade auquel il est nommé définitivement ou en stage, dans un service dont le personnel est régi par le présent statut en vertu des arrêtés royaux prévus à l'article 4".

.../...

Ce ne sont pas les arrêtés royaux fixant les échelles de traitements qui rendent le statut pécuniaire applicable. Il est suggéré, soit d'omettre les mots "en vertu des arrêtés royaux prévus à l'article 4", soit de rédiger cet alinéa 2 de la manière suivante :

"Le grade de base de l'agent est le premier grade auquel il est nommé définitivement ou en stage dans un service dont le personnel bénéficie d'échelles de traitements fixées par les arrêtés royaux prévus à l'article 4, et est régi par le présent statut pécuniaire".

+

+ +

Article 29.

Cet article serait plus clairement rédigé comme suit :

"Article 29.-

Les augmentations biennales sont allouées à l'expiration de chaque période de deux années d'ancienneté au sens de l'article 28".

+

+ +

Article 30.

L'alinéa 2 est superflu et peut être omis.

+

+ +

.../...

Article 32.

L'article 32 a trait aux agents qui ont été nommés dans le cadre des agents de l'Etat par application de l'arrêté du Régent du 3 mai 1948.

Un projet au sujet duquel le Conseil d'Etat vient de donner son avis (L. 8596) apporte de nombreuses modifications à cet arrêté du Régent. Dans son avis, le Conseil d'Etat a suggéré de rédiger un arrêté nouveau dont l'intitulé serait : "Arrêté royal pris en application de l'article 19 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat".

Si le Gouvernement suit cette suggestion, l'article 32 du projet devrait être rédigé de la manière suivante :

"Article 32.-

N'obtient à aucun moment, dans son nouveau grade, un traitement inférieur à celui dont il eût bénéficié dans son ancien grade, l'agent qui, comme membre du personnel d'un service de l'Etat, a été nommé agent de l'Etat conformément à l'arrêté royal du ... pris en application de l'article 19 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat".

+

+ +

.../...

Article 33.

L'article 33, § 1er, du projet dispose :

"Article 33.-

§ 1er. Est amputé d'une somme forfaitaire, le traitement de l'agent promu à un grade du rang 22 ou 11 conformément à l'article 61, 70 ou 74 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du ... ".

Cette disposition ne prévoit pas le moment où le traitement ne subira plus cette amputation.

L'article 63 de l'arrêté royal du 7 août 1939, tel qu'il est modifié par un projet au sujet duquel le Conseil d'Etat vient de donner son avis (L. 8595), prévoit :

"Article 63. L'agent qui bénéficie du principalat garde son rang de classement pour l'affectation à un emploi vacant de son grade.

S'il refuse une telle affectation, il perd, à dater de son refus, le bénéfice de la promotion qu'il a obtenue à titre de principalat".

.../...

Il résulte de cette disposition que l'article 33, § 1er, du projet ne s'appliquera plus à partir du 1er du mois qui suivra la désignation de l'agent pour un emploi vacant de son grade. Il est, dès lors, suggéré de rédiger l'article 33, § 1er, du projet de la manière suivante :

"§ 1er. Est amputé d'une somme forfaitaire, le traitement de l'agent promu à un grade du rang 22 ou 11, conformément à l'article 61, à l'article 70 ou à l'article 74 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, jusqu'au 1er du mois qui suit sa désignation pour un emploi vacant de son grade".

+
+ +

Article 34.

L'article 34 du projet reprend en ses paragraphes 1er et 2 le texte de l'article 25 de l'arrêté royal du 7 août 1939 sur le signalement et l'avancement des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 1er septembre 1959, et, en son paragraphe 3, le texte de l'article 26 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 16 février 1953. Le Gouvernement estime qu'il y a lieu de faire figurer ces dispositions dans le statut pécuniaire.

.../...

Comme le Conseil d'Etat l'a fait observer dans son avis relatif à l'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 août 1939, le procédé employé aura comme résultat qu'aucune disposition n'aura trait aux privations d'augmentation de traitement prévues par l'article 34 du projet durant la période qui s'écoulera entre l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions du statut administratif et la publication du nouveau statut pécuniaire (L.8595).

De plus, comme le Conseil d'Etat l'a fait observer dans le même avis et dans son avis concernant le projet qui modifie l'arrêté royal du 2 octobre 1937 (L. 8594), l'institution du rapport circonstancié et du recours que l'agent qui en a fait l'objet peut introduire, ne doit pas trouver sa place dans le statut pécuniaire, mais dans le statut administratif (arrêtés royaux du 2 octobre 1937 et du 7 août 1939).

+

+ +

Les mots "qui gouverne l'avancement de traitement dans l'échelle", qui figurent dans chacun des trois paragraphes de l'article 34, devraient être remplacés par les mots "prévue dans l'échelle de traitements ...".

+

+ +

.../...

Article 38.

Le projet dispose en son article 38, § 1er :

"Le traitement du mois est lié aux fluctuations de l'indice général des prix de détail du Royaume, conformément aux modalités fixées par la loi du 12 avril 1960 unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail. Ce traitement est rattaché à l'indice 110".

La loi du 12 avril 1960 unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail s'applique notamment "aux traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public ... " (article 1er).

L'article 2 de cette loi dispose :

"Sont rattachées à l'indice 110 :

- 1° les sommes correspondant aux taux actuels des dépenses visées à l'article 1er, 1°, tels qu'ils étaient majorés au 1er janvier 1960 en vertu de leur liaison aux fluctuations de l'indice général des prix de détail du Royaume;

...

Ces sommes sont augmentées ou diminuées lorsque l'indice de référence visé à l'article 3 atteint 112,75 points ou descend à 107,25 points.

Dans la suite, elles sont augmentées ou diminuées chaque fois que l'indice de référence monte ou descend de 2,75 points par rapport au chiffre de l'indice qui a justifié soit l'augmentation précédente, soit la diminution précédente.

Le montant de chaque augmentation ou diminution est fixé à 2,5 p.c. des sommes rattachées à l'indice 110.

... " .

Suivant cette loi, le traitement, tel qu'il a été majoré au 1er janvier 1960 en vertu de sa liaison à l'index, est rattaché à l'indice 110.

Peut-il, dès lors, appartenir au Roi de rattacher à l'indice 110 un traitement supérieur à celui qui était payé au 1er janvier 1960 ?

Il eût été souhaitable que la loi prévoie l'hypothèse de l'augmentation des barèmes de traitements. Toutefois, cette loi, dont le projet n'a pas été soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat, doit être interprétée raisonnablement à la lumière de ses travaux préparatoires.

On peut déduire de ceux-ci que le législateur a fait une distinction entre, d'une part, l'augmentation des traitements due aux variations de l'indice général des prix de détail du Royaume et celle qui résulte d'une revision des barèmes existants. Dans le rapport établi

au nom des commissions réunies des Finances, du Travail et de la Prévoyance sociale du Sénat, figure une déclaration du Ministre qui ne laisse pas de doute au sujet des intentions du Gouvernement :

"Si l'on craint que le personnel des services publics ne soit désavantagé par le projet, on ne peut perdre de vue, d'autre part, qu'il sera procédé avant peu à une révision des barèmes qui, pour les catégories A à D, aura même un effet rétroactif au 1er janvier 1960" (session 1959-1960, Sénat, Doc. parl. 252, Rapport).

L'article 38 du projet n'appelle, dès lors, pas d'observation.

+

+ +

Article 39.

Eu égard à l'indépendance du Congo, du Rwanda et du Burundi, les mots "ou à un service d'Afrique" doivent être omis et remplacés par le texte suivant, qui constituerait l'alinéa 2 de l'article :

"Le service d'Afrique est considéré comme service de l'Etat".

+

Article 44.

L'article 44 du projet gagnerait à être rédigé de la manière suivante :

.../...

"Article 44.-

Par dérogation à l'article 3, sont fixées par le Ministre dont dépend l'agent, avec l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions :

1° l'échelle de traitements qui sera attribuée à l'agent qui bénéficiait du régime transitoire établi par les arrêtés royaux prévus à l'article 5 de l'arrêté royal du 16 février 1953 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères;

2° l'échelle de traitements qui sera attribuée à l'agent titulaire d'un grade supprimé".

+

+ +

Articles 45 et 46.

Les articles 45 et 46 du projet gagneraient à être rédigés de la manière suivante :

"Article 45.-

L'agent dont l'ancienneté était fixée conformément à l'article 44 de l'arrêté royal du 22 février 1963 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères, conserve le bénéfice de cette ancienneté aussi longtemps qu'il reste titulaire d'un grade dont l'échelle de traitements relevait du groupe Dbis sous le régime du statut pécuniaire précité .

Article 46.-

Par dérogation à l'article 24, sont classés dans le groupe II les services admissibles qui, sous le régime de l'arrêté royal du 22 février 1963 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères, ont été classés dans la série II conformément à l'article 26 du statut pécuniaire précité".

+
+ +

Article 47.

L'article 47, § 2, serait mieux rédigé de la manière suivante :

"§ 2. Le traitement dont il est question au § 1er est accordé jusqu'au moment où l'agent obtient un traitement au moins égal par l'application des règles tracées par le présent arrêté".

+
+ +

Article 48.

L'article 48 du projet dispose :

"Article 48.-

Sont réglés par le Ministre dont dépend l'agent, avec l'accord du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions, les cas dans lesquels se présente une particularité propre à justifier que, dans l'esprit du nouveau statut pécuniaire, un tempérament soit apporté à l'application littérale des règles.

Il ne peut toutefois être dérogé aux articles 12, 13 et 20".

Cet article est la reproduction littérale de l'article 45 de l'arrêté royal du 22 février 1963 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères.

Dans son avis relatif au projet qui devint l'arrêté royal du 22 février 1963, le Conseil d'Etat avait fait une observation qu'il y a lieu de répéter.

L'arrêté royal du 16 février 1953 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères disposait en son article 48 :

"Article 48.-"

Sont réglés par le Ministre dont dépend l'agent, avec l'accord du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions, les cas dans lesquels se présente, pour la période antérieure au 1er mars 1953, une particularité propre à justifier que, dans l'esprit du nouveau statut pécuniaire, un tempérament soit apporté à l'application littérale des règles afin d'éviter à l'agent un préjudice exceptionnel.

Il ne peut toutefois être dérogé aux articles 13, 14 et 22".

L'article 45 de l'arrêté royal du 22 février 1963 et l'article 48 du projet, tout en étant très proches de l'article 48 de l'arrêté royal du 16 février 1953, en diffèrent sur deux points importants :

.../...

- 1° l'article 48 de l'arrêté royal du 16 février 1953 ne s'applique que pour la période antérieure au 1er mars 1953; c'est une disposition transitoire. L'article 45 de l'arrêté royal du 22 février 1963 et l'article 48 du projet sont, au contraire, des dispositions organiques; le Ministre pourra toujours se servir de la délégation qui lui est accordée pour régler n'importe quelle situation;
- 2° l'article 48 de l'arrêté royal du 16 février 1953 ne peut recevoir application que dans l'hypothèse où il y a lieu "d'éviter à l'agent un préjudice exceptionnel"; aucune définition n'est donnée de ce préjudice exceptionnel; il faut, semble-t-il, entendre par là tout préjudice qui révélerait une inégalité entre des agents se trouvant dans des situations similaires. L'article 45 de l'arrêté royal du 22 février 1963 et l'article 48 du projet n'exigent plus, pour que le Ministre puisse se servir de la délégation qui lui est accordée, que cette condition soit remplie.

La délégation accordée à chacun des Ministres à l'égard des agents qui dépendent d'eux, serait moins sujette à discussion si elle était assortie des conditions d'application plus strictes qui étaient prévues dans l'arrêté royal du 16 février 1953.

Het ontwerp herhaalt de meeste bepalingen van het koninklijk besluit van 22 februari 1963 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries, maar wijzigt de terminologie daarvan overeenkomstig de nieuwe bepalingen van het administratief statuut van het Rijkspersoneel; het bevat bovendien een aantal nieuwe bepalingen.

+

+ +

ALGEMENE OPMERKINGEN OVER DE VORM.

I.

De structuur van het ontwerp is dezelfde als die van het koninklijk besluit van 22 februari 1963. In zijn advies over het ontwerp dat het koninklijk besluit van 22 februari 1963 geworden is, had de Raad van State een structuur in overweging gegeven die meer in overeenstemming was met de regelen welke gewoonlijk bij het stellen van teksten worden gevolgd; hij had ook voorgesteld de plaats van bepaalde artikelen in de tekst te wijzigen.

De toen gegeven wenken gelden ook hier. De Raad van State moge daarom verwijzen naar zijn advies van 3 oktober 1962 (L. 8103).

II.

In meer dan een artikel is sprake van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort (artikelen 4, 19, 24, 25, 41, 44 en 48).

De Raad van State verwijst naar de opmerking die hij in verband met het begrip "algemeen bestuur" heeft gemaakt in zijn advies over een ontwerp tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 (L. 8594).

III.

In de artikelen 15, 16, 17, 18, 19, 21, 40 en 41 gebruikt de Franse tekst het werkwoord "prester". Men vervange dat neologisme door "accomplir". De Nederlandse tekst werkt met "volbrengen", "verstrekken" en "verrichten". Men gebruike overal "verrichten" (zie in advies L. 8594 de tekst voorgesteld voor artikel 67 van het statuut).

IV.

In verscheidene artikelen gebruikt het ontwerp de woorden "aan de graad verbonden schaal", "schalen voor de graden" en "schaal voor elke graad".

In zijn advies over het ontwerp dat het koninklijk besluit van 22 februari 1963 geworden is, heeft de Raad van State voorgesteld die formulering te vervangen door een minder eliptische : "weddeschaal voor elke graad" of "aan een bepaalde graad verbonden weddeschaal".

Dezelfde wenk geldt voor alle artikelen van het onderhavige ontwerp, waarin die formule voorkomt.

+

+ +

.../...

Aanhef.

De verwijzingen naar het koninklijk besluit van ... houdende hervorming van de administratieve toestand van het Rijkspersoneel en naar het koninklijk besluit van ... betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn, moeten als overbodig vervallen.

+

+ +

Het ontwerp verwijst naar het akkoord van de Minister, Adjunct voor Financiën, maar geeft geen datum op. De aandacht van de Regering wordt erop gevestigd, dat de aan de Raad van State voorgelegde ontwerp-besluiten die datum moeten vermelden, opdat kan worden nagegaan of de voorgeschreven formaliteiten vervuld zijn.

+

+ +

Artikel 1.

Door te bepalen dat "de wedde nooit beneden het bestaansminimum ligt", stelt artikel 1, derde lid, van het ontwerp, een beginsel zonder omschreven juridische draagwijdte. Die passus kan zonder bezwaar vervallen.

+

+ +

.../...

Artikel 5.

Artikel 5 van het ontwerp verordent niet; het kondigt alleen aan in welke vorm de Koning de in artikel 4 bedoelde besluiten zal vaststellen. Het dient te vervallen. Wil dit artikel de werkingssfeer van het ontwerp bepalen, dan moet het anders worden gesteld en vooraan in het ontwerp staan.

+
+ +

Artikel 6.

In zijn advies over het ontwerp-koninklijk besluit betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn, heeft de Raad van State in overweging gegeven de nummering van de rangen te veranderen (L. 8603).

Neemt de Regering de aldaar voorgestelde formule aan, dan zouden artikel 6 en de bij het ontwerp gevoegde tabellen moeten worden herzien.

+
+ +

Artikel 9.

Het werkwoord "refixer" dat in dit artikel is gebruikt, staat in geen enkel woordenboek. Men vervange het door "fixer".

In het Nederlands kan het woord "opnieuw" worden geschrapt.

.../...

Artikel 16.

Artikel 16, 1°, kan beter als volgt worden gelezen :

"1° De ambtenaar wordt geacht werkelijke diensten te verrichten, zolang hij zich bevindt in een administratieve toestand op grond waarvan hij, krachtens zijn statuut, een activiteitswedde of, bij gemis daarvan, zijn aanspraak op bevordering tot een hogere wedde behoudt".

Deze redactie stemt overeen met de tekst die de Raad van State heeft voorgesteld voor artikel 67, § 1, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij een ontwerp waarover de Raad van State onlangs advies heeft gegeven (L. 8594).

+ +

Als gevolg van de opmerking die de Raad van State heeft gemaakt in zijn advies (L. 8656) betreffende artikel 5 van het ontwerp-koninklijk besluit tot vaststelling van de administratieve toestand van sommige ambtenaren van de Rijksbesturen, die in vredestijd militaire prestaties verrichten, zou artikel 16, 4°, van het ontwerp met de volgende bepaling moeten worden aangevuld :

"f) zij die het voordeel van dit besluit genieten tijdens het volbrengen van hun dienstplicht".

+

+ +

.../...

Artikel 17.

De woorden "ingevolge de statutaire samenhang van de opeenvolgende graden van het personeelslid", waarmee dit artikel eindigt, dienen als overbodig te vervallen.

+

+ +

Artikel 19.

Artikel 19 van het ontwerp bepaalt :

"Artikel 19.-

De in aanmerking komende diensten worden berekend per kalendermaand; die welke geen volle maand bedragen, worden niet medegeteld.

De duur van de in aanmerking komende dienst welke de ambtenaar in het onderwijs ad interim heeft verricht, wordt echter vastgesteld door de Minister onder wie hij ressorteert, met de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort".

Om de tekst te verduidelijken, zou het tweede lid moeten worden aangevuld met de woorden "zonder dat rekening moet worden gehouden met het eerste lid".

+

+ +

Artikel 26.

Artikel 26, tweede lid, van het ontwerp bepaalt :

"De basisgraad van de ambtenaar is de eerste graad waartoe hij, in vast verband of tot stagiair, wordt

.../...

benoemd in een dienst waarvan het personeel aan deze bezoldigingsregeling onderworpen is krachtens de in artikel 4 bedoelde koninklijke besluiten".

Het zijn niet de koninklijke besluiten tot vaststelling van de weddeschalen die de bezoldigingsregeling toepassing doen vinden. Voorgesteld wordt, ofwel de woorden "krachtens de in artikel 4 bedoelde koninklijke besluiten" te schrappen, ofwel het tweede lid als volgt te lezen :

"De basisgraad van de ambtenaar is de eerste graad waartoe hij in vast verband of in stageverband is benoemd in een dienst waarvan het personeel weddeschalen geniet die zijn vastgesteld bij de in artikel 4 bedoelde koninklijke besluiten, en aan deze bezoldigingsregeling onderworpen is".

+

+ +

Artikel 29.

Een duidelijkere redactie voor dit artikel ware :

"Artikel 29.-

De tweejaarlijkse verhogingen worden toegekend bij het verstrijken van iedere periode van twee jaar anciënniteit in de zin van artikel 28".

+

+ +

.../...

Artikel 30.

Het tweede lid kan als overbodig vervallen.

+

+ +

Artikel 32.

Artikel 32 heeft betrekking op de ambtenaren die in het kader van de Rijksambtenaren benoemd zijn op grond van het besluit van de Regent van 3 mei 1948.

Een ontwerp waarover de Raad van State onlangs advies heeft gegeven (L. 8596), brengt in dat besluit van de Regent talrijke wijzigingen aan. In zijn advies heeft de Raad van State voorgesteld een nieuw besluit vast te stellen, waarvan het opschrift als volgt zou luiden : "Koninklijk besluit vastgesteld op grond van artikel 19 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel".

Gaat de Regering op dat voorstel in, dan zou artikel 32 van het ontwerp als volgt moeten worden gelezen:

"Artikel 32.-

In zijn nieuwe graad heeft nooit een lagere wedde dan hij in zijn vorige zou hebben genoten, de ambtenaar die als personeelslid van een dienst van de Staat, tot Rijksambtenaar is benoemd overeenkomstig het koninklijk besluit van ... vastgesteld op grond van artikel 19 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel".

+

+ +

.../...

Artikel 33.

Artikel 33, § 1, van het ontwerp bepaalt :

"Artikel 33.-

§ 1. Met een forfaitaire som wordt verminderd de wedde van de ambtenaar die overeenkomstig artikel 61, 70 of 74 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende het signalement en de loopbaan van het Rijkspersoneel, gewijzigd en gecoördineerd door het koninklijk besluit van ..., tot een graad van rang 22 of 11 werd bevorderd".

Deze bepaling zegt niet wanneer de wedde die afhouding niet meer zal ondergaan.

Artikel 63 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939, zoals het is gewijzigd door een ontwerp waarover de Raad van State onlangs advies heeft gegeven (L. 8595), bepaalt :

"Artikel 63.-

De ambtenaar die het principalaat verkrijgt, behoudt zijn rang in de rangschikking voor de aanwijzing in een openstaande betrekking van zijn graad.

Bij weigering van dusdanige aanwijzing verliest hij, te rekenen van de datum van zijn weigering, de bevordering die hij op grond van het principalaat heeft verkregen".

Uit die bepaling blijkt, dat artikel 33, § 1, van het ontwerp geen toepassing meer zal vinden vanaf de eerste van de maand die volgt op de aanwijzing van de ambtenaar voor een vacante betrekking van zijn graad. Derhalve wordt voorgesteld artikel 33, § 1, van het ontwerp als volgt te lezen :

"§ 1. Met een forfaitair bedrag wordt verminderd de wedde van de ambtenaar die overeenkomstig artikel 61, artikel 70 of artikel 74 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, is bevorderd tot een graad van rang 22 of 11, tot de eerste van de maand die volgt op zijn aanwijzing voor een vacante betrekking van zijn graad".

+

+ +

Artikel 34.

Artikel 34 van het ontwerp herhaalt in de paragrafen 1 en 2 de tekst van artikel 25 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende het signalement en de bevordering van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 september 1959, en in paragraaf 3 de tekst van artikel 26 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 februari 1953. De Regering meent dat die bepalingen in de bezoldigingsregeling moeten staan.

.../...

Zoals de Raad van State heeft opgemerkt in zijn advies over het koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939, zal de toegepaste werkwijze tot gevolg hebben dat geen bepaling zal handelen over de in artikel 34 van het ontwerp bedoelde ontzegging van weddeverhoging gedurende de periode die zal verlopen tussen de inwerkingtreding van de nieuwe bepalingen van het administratief statuut en de bekendmaking van de nieuwe bezoldigingsregeling (L. 8595).

Zoals de Raad van State in hetzelfde advies en ook in zijn advies over het ontwerp tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 (L. 8594) heeft opgemerkt, moet bovendien over het omstandig verslag en het beroep dat de betrokken ambtenaar daartegen kan instellen, niet in de bezoldigingsregeling worden gehandeld, maar in het administratief statuut (koninklijke besluiten van 2 oktober 1937 en 7 augustus 1939).

+ +

In elk van de drie paragrafen van artikel 34 vervange men de woorden "van de tweejaarlijkse verhoging welke de bevordering in wedde regelt in de weddeschaal" door "van de in de weddeschaal bepaalde tweejaarlijkse verhoging".

+

+ +

.../...

Artikel 38.

Artikel 38, § 1, van het ontwerp bepaalt :

"§ 1. De maandwedde ondergaat de schommelingen van het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen van het Rijk, overeenkomstig de modaliteiten bepaald bij de wet van 12 april 1960 tot eenmaking van de verschillende stelsels van koppeling aan het indexcijfer der kleinhandelsprijzen. Die wedde wordt gekoppeld aan het indexcijfer 110".

De wet van 12 april 1960 tot eenmaking van de verschillende stelsels van koppeling aan het indexcijfer der kleinhandelsprijzen is onder meer van toepassing "op de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare Schatkist ..." (artikel 1).

Artikel 2 van die wet bepaalt :

"Worden gekoppeld aan het indexcijfer 110 :

- 1° de bedragen die overeenstemmen met de huidige cijfers van de uitgaven bedoeld bij artikel 1, 1°, zoals zij op 1 januari 1960 verhoogd werden krachtens hun koppeling aan de schommelingen van het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen van het Koninkrijk;

...

.../...

Deze bedragen worden verhoogd of verminderd wanneer het referentieindexcijfer, bedoeld bij artikel 3, 112,75 punten bereikt of tot op 107,25 punten daalt. Daarna worden zij verhoogd of verminderd telkens het referentieindexcijfer stijgt of daalt met 2,75 punten ten opzichte van het indexcijfer dat hetzij de vorige verhoging, hetzij de vorige daling gerechtvaardigd heeft.

Het bedrag van iedere verhoging of daling wordt bepaald op 2,5 t.h. van de bedragen die gekoppeld zijn aan het indexcijfer 110.

...".

Volgens die wet wordt de wedde, zoals zij op 1 januari 1960 wegens de koppeling aan het indexcijfer werd verhoogd, gekoppeld aan indexcijfer 110.

Kan de Koning onder de gegeven omstandigheden een wedde die hoger is dan de op 1 januari 1960 betaalde, aan indexcijfer 110 koppelen ?

Het ware wenselijk geweest dat de wet in een mogelijke verhoging van de weddeschalen had voorzien.

.../...

Die wet, waarvan het ontwerp niet aan de afdeling wetgeving van de Raad van State is voorgelegd, moet echter redelijkerwijze worden geïnterpreteerd aan de hand van de parlementaire voorbereiding.

Hieruit kan worden afgeleid, dat de wetgever een onderscheid heeft gemaakt tussen de weddeverhoging ingevolge de schommelingen van het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen van het Koninkrijk en die welke het gevolg zijn van een herziening van de bestaande weddeschalen. In het verslag namens de verenigde Senaatscommissies voor de financiën, de arbeid en de sociale voorzorg, staat een verklaring van de Minister die geen twijfel laat omtrent de bedoeling van de Regering :

"Wanneer men vreest dat het personeel in overheidsdienst vanwege het ontwerp nadeel zou kunnen ondervinden, mag men niet uit het oog verliezen dat eerlang een herziening van weddeschalen zal doorgevoerd worden, die voor de categorieën A tot D zelfs terugwerkende kracht tot 1 januari 1960 zal hebben" (zitting 1959-1960, Senaat, Gedr. St. 252, Verslag).

Bij artikel 38 van het ontwerp is dus geen opmerking te maken.

+

+ +

.../...

Artikel 39.

Wegens de onafhankelijkheid van Congo, Rwanda en Burundi, moeten de woorden "of van Afrika" vervallen en vervangen worden door de volgende tekst, die het tweede lid van het artikel zou vormen :

"De dienst in Afrika wordt als Staatsdienst beschouwd".

+

+ +

Artikel 44.

Artikel 44 van het ontwerp kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 44.-

In afwijking van artikel 3 bepaalt de Minister onder wie de ambtenaar ressorteert, met de **instemming** van de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort :

- 1° de weddeschaal welke zal worden toegekend aan de ambtenaar die in aanmerking kwam voor de overgangsregeling, ingevoerd bij de koninklijke besluiten bedoeld in artikel 5 van het koninklijk besluit van 16 februari 1953 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries ;
- 2° de weddeschaal welke zal worden toegekend aan de ambtenaar die titularis is van een afgeschafte graad".

+

+ +

Artikelen 45 en 46.

De artikelen 45 en 46 van het ontwerp kunnen beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 45.-

De ambtenaar wiens anciënniteit was vastgesteld overeenkomstig artikel 44 van het koninklijk besluit van 22 februari 1963 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries, behoudt het voordeel van die anciënniteit zolang hij titularis blijft van een graad waarvan de weddeschaal onder genoemde bezoldigingsregeling bij groep Dbis was ingedeeld.

Artikel 46.-

In afwijking van artikel 24, worden bij groep II ingedeeld de in aanmerking komende diensten die, onder de gelding van het koninklijk besluit van 22 februari 1963 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries, overeenkomstig artikel 26 van genoemde bezoldigingsregeling bij reeks II zijn ingedeeld".

+

+ +

Artikel 47.

Artikel 47, § 2, kan beter als volgt worden gelezen:

"§ 2. De in § 1 bedoelde wedde wordt toegekend tot de ambtenaar op grond van de regelen van dit besluit een wedde verkrijgt die ten minste daaraan gelijk is".

+

+ +

.../...

Artikel 48.

Artikel 48 van het ontwerp bepaalt :

"Artikel 48.-

De Minister onder wie de ambtenaar ressorteert , regelt, met instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, de gevallen die een zodanig bijzonder aspect vertonen, dat naar de zin van de nieuwe bezoldigingsregeling een minder letterlijke toepassing van de regelen verantwoord is.

Van de artikelen 12, 13 en 20 mag evenwel niet worden afgeweken".

Dit artikel herhaalt nagenoeg woordelijk artikel 45 van het koninklijk besluit van 22 februari 1963 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries.

In zijn advies over het ontwerp dat het koninklijk besluit van 22 februari 1963 geworden is, heeft de Raad van State een opmerking gemaakt, die hier moge worden herhaald.

Artikel 48 van het koninklijk besluit van 16 februari 1953 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries bepaalde :

"Artikel 48.-

De Minister onder wie het personeelslid ressorteert, regelt, in overleg met de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, de gevallen

.../...

die in de periode vóór 1 maart 1953 een zodanig bijzonder aspect vertonen, dat in de geest van de nieuwe bezoldigingsregeling en om het personeelslid een buitengewoon nadeel te vermijden, een minder letterlijke toepassing van de regelen verantwoord is.

Van het bepaalde in de artikelen 13, 14 en 22 mag evenwel niet worden afgeweken".

Artikel 45 van het koninklijk besluit van 22 februari 1963 en artikel 48 van het ontwerp, die veel overeenkomst vertonen met artikel 48 van het koninklijk besluit van 16 februari 1953, verschillen daarvan echter op twee belangrijke punten :

- 1° artikel 48 van het koninklijk besluit van 16 februari 1953 is alleen van toepassing op de periode vóór 1 maart 1953 ; het is een overgangsbepaling. Artikel 45 van het koninklijk besluit van 22 februari 1963 en artikel 48 van het ontwerp daarentegen zijn organieke bepalingen; de Minister zal zich steeds op de hem opgedragen bevoegdheid kunnen beroepen om gelijk welke toestand te regelen ;
- 2° artikel 48 van het koninklijk besluit van 16 februari 1953 kan alleen toepassing vinden wanneer het erom gaat te vermijden, dat de ambtenaar "een buitengewoon nadeel" zou lijden. Dat buitengewoon nadeel is niet nader omschreven, maar er moet blijkbaar onder worden verstaan ieder nadeel dat zou wijzen op een ongelijkheid tussen ambtenaren die zich in een soortgelijke toestand bevinden. Artikel 45 van het koninklijk besluit van 22 februari 1963 en artikel 48 van het ontwerp eisen niet langer, dat aan die voorwaarde is voldaan, wil de Minister de hem opgedragen bevoegdheid kunnen uitoefenen..

Tegen het feit dat iedere Minister bevoegdheid verkrijgt ten aanzien van het onder hem staande personeel, zou minder bezwaar zijn, indien daarvoor de strengere toepassingsvereisten van het koninklijk besluit van 16 februari 1953 werden gesteld.

La chambre était composée de

Messieurs : J.SUETENS,
de Heren :

G.HOLOYE,
J.MASQUELIN,

J.ROLAND,

J.DE MEYER,

G.DE LEUZE,

De kamer was samengesteld uit

premier président,
eerste voorzitter,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

assesseurs de la section
de législation,
bijzitters van de afdeling
wetgeving,

greffier adjoint,
adjunct-griffier,

greffier.
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.F.REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.F.REMION, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE.

(s.) J.SUETENS.